

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Le secteur pétrolier au cœur de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LA Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI) a célébré le 9 décembre dernier à l'auditorium

du ministère des Eaux et Forêts, la Journée nationale y relative. L'événement, qui avait pour le thème " Les risques de corruption dans le secteur pétrolier au Gabon " a réuni les présidents des institutions constitutionnelles, les membres du gouvernement, les présidents des autorités

administratives, les représentants des institutions internationales, des organisations sous-régionales et des ONG.

Occasion pour le président de la CNLCEI de fixer d'entrée les enjeux de cette célébration. " La présente édition est consacrée au secteur pétrolier qui représente, selon le FMI, 35% du Produit intérieur brut national d'une part, et fait partie des 10 secteurs prioritaires identifiés par le Document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, élaboré en partenariat entre les administrations dédiées, la société civile et le Programme des Nations unies pour le développement, d'autre part ", a indiqué Nestor Mbou. Selon le président de la CNLCEI, parmi les autres éléments ayant milité en faveur de cet intérêt pour ce secteur, il y a le fait que le Gabon occupe le 5e rang des producteurs pétroliers en Afrique sub-saharienne. En effet, d'après la revue spécialisée " BP Statistical Review 2014 ", le pays



Le président de la CNLCEI, Nestor Mbou, entouré des ministres Michaël Moussa Adamou et Lee White.

dispose de 2 milliards de barils de réserves prouvées. En plus de ce que son bassin sédimentaire couvre une superficie de 247 000 km2 dont 30% en on-shore et 70% en off-shore. Le tout couronné par sa réintégration au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), en 2018, et son retour au sein de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives

(ITIE).

Ainsi, le but des assises de l'édition 2021 de la Journée nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite était-il de s'assurer que le processus allant de l'attribution des permis à la commercialisation des produits pétroliers finis s'inscrive dans un cadre vertueux, à l'abri de la corruption et de l'enrichissement illicite.

Le groupe UBA élu banque africaine de l'année

GMNN
Libreville/Gabon

"BANQUE africaine de l'année" et "Banque de l'année" dans treize (13) pays. United Bank for Africa (UBA) a raflé 14 récompenses lors de la proclamation du Prix Bank of the year (banque de l'année) organisé par le magazine The Banker. Journal spécialisé dans le traitement de l'information financière mondiale, publié par le Financial Times de Londres. Ainsi, UBA Bénin, UBA Burkina Faso, UBA Cameroun, UBA Tchad, UBA Congo Brazzaville, UBA Côte d'Ivoire, UBA Gabon, UBA Guinée, UBA Liberia, UBA Sénégal, UBA Sierra Leone, UBA Zambie et UBA Nigeria sont toutes arrivées en tête, en tant que meilleurs établissements bancaires de leurs pays respectifs. De solides performances financières, d'excellentes prestations de services aux clients et un rôle continu de facilitation d'une croissance économique rapide sur le continent africain sont quelques-unes des raisons qui ont permis à UBA d'être désignée meilleure banque dans 12 de ses filiales dans la sous-région et au Nigeria.

Lors de la cérémonie virtuelle de remise des Prix qui s'est tenue le 1er décembre 2021, le rédacteur en chef de The Banker pour le Moyen-Orient et l'Afrique, John Everington, a expliqué qu'un processus rigoureux et hautement analytique est effectué chaque année pour choisir la



Le bâtiment abritant le siège social d'UBA.

banque de l'année. La réputation d'indépendance, d'autorité et d'intégrité de l'institution est rigoureusement regardée par le jury. Toute chose dont se satisfait la directrice générale de UBA Gabon, Eugenia Onyekwelu, qui estime que ces récompenses marquent une étape importante pour l'institution et sont le fruit d'un travail collaboratif et des efforts collectifs consentis depuis le lancement des activités de UBA au Gabon. "Cette nouvelle reconnaissance démontre à suffisance que seul le travail paie ". Et ceci n'est pas une première pour UBA Gabon, qui commence à s'habituer à ce Prix. Ainsi en 2014, 2016, 2017, 2018 et 2019, la filiale gabonaise a été désignée "meilleure banque au Gabon". Et là, rebelote, une autre distinction en 2021, malgré la pandémie. Depuis 1926, le Prix Bank of the Year célèbre la crème du secteur bancaire mondial. Il est considéré comme la référence du secteur en matière d'excellence bancaire. L'édition 2021 met en lumière les institutions qui ont surpassé leurs pairs en termes de performances, d'initiatives stratégiques et de réponse à la pandémie de Covid-19.

SCOM
Libreville/Gabon

LES assises de la Journée nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite se tiennent dans un contexte où le gouvernement gabonais est déterminé à lutter contre les prédateurs des finances publiques. Aussi, le but visé par la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI) est-il d'apporter sa contribution pour mettre en place un dispositif de prévention et de répression de la corruption et de l'enrichissement illicite dans le secteur pétrolier.

En effet, en dépit de la mise

en place du nouveau Code des hydrocarbures entré en vigueur via la loi n°002 du 16 juillet 2019 – et qui offre des facilités aux investisseurs, notamment à travers la baisse de la part de l'État dans les contrats d'exploitation et de partage de production (CEPP) ainsi que sa participation –, de nombreux griefs sont revenus aux oreilles de la CNLCEI. Parmi ceux-ci, le peu de transparence dans l'octroi des permis d'exploitation pétrolière, les questionnements sur l'opportunité du recours au gré à gré comme mode de passation des marchés, le train de vie de certains agents de l'État et le trafic d'influence dans le processus des études d'impact environnemental.

À cet effet, le président Nestor Mbou d'indiquer : " Ce diagnostic globalement partagé par nos partenaires et nos compatriotes ne doit ni être esquivé ni nous paralyser. Bien au contraire. Il doit être un tremplin pour inciter l'ensemble des acteurs à promouvoir la transparence et l'éthique".

Et le professeur Hervé Ndoume Essingone, président du bureau des assises, de souligner que " bien que la crise sanitaire a accentué la vulnérabilité économique, il est hors de question que les dimensions comportementales compromettent la transformation réelle des richesses potentielles du pays".